

Point de vue sur les *Perspectives économiques régionales* pour l'Afrique subsaharienne

Jean-Baptiste Le Hen

Représentant Résident du FMI au Burkina Faso

La croissance en Afrique subsaharienne reste robuste, mais des enjeux se précisent à l'horizon.

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale restent faibles, et les incertitudes demeurent élevées. Pourtant, l'Afrique subsaharienne continue d'enregistrer de très bons résultats, avec une croissance économique moyenne qui devrait dépasser les 5 % cette année et l'an prochain. Cette résilience était déjà manifeste en 2008–09 —l'économie mondiale traversait alors sa plus grave récession depuis les années 30, tandis que les pays à faible revenu se portaient finalement bien mieux que lors des précédentes récessions mondiales. Grâce à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes au cours des dix dernières années et aux allègements de dette reçus, bon nombre de pays ont été en mesure de conduire des politiques contracycliques en laissant leur déficit budgétaire se creuser. Ils ont pu ainsi préserver des dépenses essentielles et la plupart d'entre eux ont, en effet, augmenté leurs dépenses consacrées aux infrastructures, à la santé et à l'éducation. La forte croissance des pays émergents, qui sont les principaux partenaires commerciaux de beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, a contribué aussi à atténuer les répercussions de la récession mondiale.

L'Afrique pourra-t-elle faire preuve de pareille résilience aujourd'hui? L'économie mondiale connaît des problèmes considérables. La zone euro est en proie à des tensions budgétaires et financières, les États-Unis sont exposés au risque d'un assainissement budgétaire brutal et même des pays émergents comme la Chine risquent un ralentissement de leur croissance. Selon les estimations du FMI, un ralentissement prolongé de l'économie mondiale de 2 points du PIB réduirait la croissance en Afrique subsaharienne de 1 point de pourcentage par an. Par ailleurs, beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne restent confrontés à des enjeux locaux. La sécheresse demeure un risque pour nombre d'entre eux, avec des conséquences qui pourraient être désastreuses pour les prix des denrées alimentaires. La montée récente des tensions sur le plan de la sécurité en Afrique de l'Ouest est aussi une source de risques économiques. Ces tensions sont graves, car, non seulement, elles perturbent l'activité économique localement, mais elles s'étendent également aux pays voisins.

La région pourra gérer ces difficultés en menant une politique économique prudente

La bonne gestion de la crise de 2008–09 a eu un prix. Les niveaux d'endettement étaient faibles, mais ont augmenté depuis, quoique modérément. Les déficits sont également plus élevés. Beaucoup de pays ont conservé un espace budgétaire leur permettant de répondre avec flexibilité aux chocs, et

devraient donc l'utiliser. Mais cette marge de manœuvre a été réduite. Et il se peut aussi que les sources de financement soient moins abondantes. L'aide au développement risque de souffrir de l'austérité budgétaire dans les pays avancés. Les financements obtenus sur les marchés financiers, auxquels les pays africains ont de plus en plus accès, pourraient aussi se tarir soudainement si la récession mondiale devenait réalité.

Il semblerait donc prudent que les pays où la croissance reste soutenue se reconstituent une marge de manœuvre budgétaire pour faire face à ces nouveaux risques. Plusieurs options existent. Par exemple, beaucoup de pays maintiennent des subventions énergétiques coûteuses (en moyenne, 4 % du PIB, en moyenne pour l'Afrique subsaharienne). Non seulement ces subventions sont coûteuses, et réduisent l'espace budgétaire des dépenses publiques consacrées aux infrastructures, à la santé et à l'éducation, mais en plus elles sont inefficaces, car elles étouffent la croissance en décourageant l'entretien et l'investissement dans la production d'énergie, un élément vital pour la croissance future de l'Afrique. De nombreux pays peuvent aussi mobiliser des recettes supplémentaires, notamment grâce à leurs ressources naturelles.

Dans le cas précis du Burkina Faso, les indicateurs montrent une reprise plus forte que prévue de l'activité économique en 2012 avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel projeté à 8 pourcent. Cette bonne performance est expliquée en grande partie par la perspective d'une bonne campagne agricole pour 2012-2013, suite à la sécheresse de l'année précédente et suite aux mesures prises par le gouvernement pour améliorer la productivité du secteur agricole. De plus, au second semestre de 2012, les recettes fiscales ont dépassé les attentes, certes grâce à une bonne tenue de l'activité économique, mais aussi notamment grâce aux réformes administratives entreprises en matière de collecte de l'impôt et des taxes. Ainsi, bien qu'encore relativement fragile de part sa vulnérabilité aux aléas climatiques, le Burkina Faso, dont le taux d'endettement reste faible, se dote progressivement d'une marge de manœuvre budgétaire qui lui permettra de mieux résister face à la possible occurrence de nouveaux chocs négatifs venus de l'économie mondiale. Il est toutefois important que cette marge de manœuvre budgétaire ne soit pas complètement captée par un certain nombre de problèmes spécifiques aux pays de la sous région, comme le problème de l'énergie notamment.

Les perspectives de l'Afrique à long terme restent solides

L'économie mondiale va peut-être traverser une période prolongée d'incertitude et de fragilité. Toutefois, les perspectives de l'Afrique à long terme restent solides. De nombreux pays connaissent une période prolongée de croissance forte, qui, dans certains cas, dépasse celle que les « tigres asiatiques » ont connu pendant ces vingt premières années. L'investissement augmente, ce qui renforce le potentiel économique. Par ailleurs, les découvertes de ressources naturelles, conjuguées à la persistance des cours élevés des produits de base, offrent de nouvelles opportunités de croissance. Il sera indispensable de saisir ces occasions. Selon des études récentes du FMI, la transformation de l'économie, processus par lequel une hausse rapide de la productivité agricole libère de la main-d'œuvre pour un secteur manufacturier qui se développe, est bien plus lente en Afrique qu'elle ne l'a été en Asie. Par ailleurs, étant donné l'importance, dans de nombreux pays africains, des industries extractives, qui créent souvent moins d'emplois que l'industrie manufacturière de base, le caractère

« solidaire » de la croissance est moins affirmé. Il s'agit de problèmes importants auxquels il faut s'attaquer. Le développement des infrastructures aura des répercussions positives importantes, pour le secteur agricole également; l'investissement dans l'éducation et la santé permettra de mettre en valeur le capital humain et ainsi de tirer parti de la jeune population active africaine; l'accélération de l'intégration régionale créera des marchés de plus grande taille et offrira des économies d'échelle aux investisseurs; et l'amélioration du climat des affaires permettra d'attirer des investissements et des capitaux étrangers, ce qui réduira progressivement la dépendance à l'égard de l'aide. Rien de tout cela ne se fera automatiquement. Mais la mise en œuvre de politiques macroéconomiques solides, comme celles que nous observons de plus en plus sur le continent africain, demeurent un vecteur de changement puissant.

Perspectives économiques pour l'Afrique disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2012/afr/eng/sreo1012.htm>